

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Vie associative et Maisons pour Tous

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absents / Excusés :

Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Mylvia HOUGUET, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

Accueil de collégiens temporairement exclus dans les Maisons pour tous - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et les collèges Marcel- Pagnol et Port-Marianne - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier, en partenariat avec les établissements d'enseignement de son territoire, porte une ambition forte en matière de réussite scolaire, d'insertion des jeunes et de prévention de la délinquance. A cet effet, elle propose de mener une nouvelle action de prévention et de lutte contre le décrochage scolaire, en lien avec les collèges Marcel-Pagnol et Port-Marianne. Les deux établissements sont, en effet, parfois amenés à exclure, de façon temporaire, des élèves pour différents faits. Les établissements sont également parfois tentés de leur proposer une mesure de responsabilisation en lieu et place.

Les Maisons pour tous Michel-Colucci et Marcel-Pagnol situées, toutes deux, à proximité du collège Marcel-Pagnol et les Maisons pour tous Frida-Kahlo et Mélina-Mercouri, proches du collège Port-Marianne, sont, de leur côté, disposées à accueillir certains de ces élèves pendant une période déterminée. La sollicitation des Maisons pour tous se fera par le représentant du collège. Cet accueil vise à responsabiliser les collégiens exclus et à réduire les risques de récidive. Il sera soumis à l'accord des représentants légaux et à l'engagement de chaque jeune à respecter le cadre défini par les différents acteurs.

Pendant leur accueil dans l'une des Maisons Pour Tous, les élèves participeront, selon des modalités prévues

à l'avance, à la vie de la structure. Ils pourront par exemple participer à l'accueil ou à des animations collectives. L'élève sera aidé à faire le point sur sa situation et éventuellement sur son projet professionnel, travaillera sur les règles ; la finalité étant qu'il produise une réflexion personnelle pour faire évoluer sa situation positivement et qu'il prépare son retour au collège.

Chaque Maison pour tous pourra accueillir simultanément deux jeunes par semaine au maximum.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions entre la Ville de Montpellier et le collège Marcel-Pagnol d'une part, et le collège Port-Marianne, d'autre part ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Ville - Port-Marianne.docx
- Convention Ville - Marcel Pagnol.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269079-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.



CONVENTION DE PARTENARIAT

La présente convention est conclue entre :

- **le Collège Port-Marianne**, sis 580 avenue du Mondial 98 à Montpellier (34 000), désignée ci-après sous les termes « le collège » et représentée par Olivier BEDU (Principal),

d'une part,

et

- **la Ville de Montpellier**, sise 1, Place Georges Frêche (34 267 Montpellier Cedex 2), désignée ci-après sous les termes de « la Ville » et représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE (Maire), en vertu de la délibération n°..... du Conseil municipal du 26 mars 2024

d'autre part,

Les parties s'accordent sur les éléments qui suivent

PRÉAMBULE

§1- Le Collège Port-Marianne et la Ville de Montpellier partagent un ensemble d'ambitions communes en matière de réussite scolaire, d'insertion des jeunes et de prévention de la délinquance. L'établissement participe au côté des Maisons pour tous Frida Kahlo et Mélina Mercouri aux travaux du Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD).

§2- L'établissement est parfois amené à exclure, de façon temporaire, des élèves pour les agissements qui sont les leurs. Il est, également, parfois tenté de proposer une mesure de responsabilisation en guise d'alternative. Les Maisons pour tous Frida Kahlo et Mercouri seraient disposées à accueillir les élèves concernés sur un laps de temps défini.

§3- La présente convention fixe les conditions de ce partenariat qui s'inscrit dans le cadre des travaux du Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) et de la conduite des politiques éducatives et de solidarité de la Ville de Montpellier. Il vient également répondre aux ambitions de réussite scolaire et de lutte contre le décrochage portées par l'Éducation nationale.

Article 1 - Objet

§1- La Ville, par l'intermédiaire des Maisons pour tous Frida Kahlo et Mercouri, peut, sur le principe, accueillir les élèves du Collège Port-Marianne exclus de façon temporaire ou dans le cadre d'une alternative à l'exclusion (mesure de

responsabilisation). La durée de cet accueil ne pourra, toutefois, pas dépasser 5 jours.

§2- Le choix et l'intégration de la structure se fera de façon concertée entre l'établissement et les Maisons pour tous concernées. Le Collège prendra, au préalable, l'attache du responsable de la structure afin de s'assurer des possibilités d'accueil et d'élaborer un projet individualisé.

Article 2- Objectifs et contenu

§1- Pour les mesures d'exclusion comme de responsabilisation, l'accueil au sein de la Maison pour tous aura pour objectif d'amener l'élève à comprendre les motifs de la décision prise à son encontre, à réfléchir aux agissements qui l'ont conduit à cette situation et à prendre conscience de ses devoirs en tant qu'élève. L'ambition est également de l'amener à préparer son retour au collège dans une autre posture que celle ayant conduit à la mise en œuvre de la mesure.

§2- Un référent sera désigné au sein de l'équipe de la Maison pour tous afin d'accompagner l'élève accueilli dans son cheminement. Les objectifs individualisés seront définis dans le cadre d'un entretien préalable mêlant la structure concernée, le Collège Port-Marianne, l'élève et ses responsables légaux de l'élève.

§3- Le contenu de l'accueil et les missions confiées dépendront des agissements ayant conduit à l'exclusion ou à la mesure de responsabilisation et des objectifs à poursuivre. En fonction des circonstances, il prendra toutefois la forme d'une participation au fonctionnement de la structure, d'un soutien sur les projets de la structure ou d'une observation. Une tâche spécifique (réalisation et mise en œuvre d'une action) pourra, au besoin, être confiée au jeune sous la responsabilité d'un encadrant de la Maison pour tous.

§4- L'accueil au sein de la Maison pour tous s'inscrit également dans une logique de prévention. Une rencontre avec les partenaires présents sur la structure, l'orientation vers l'un d'entre eux pour une sensibilisation ou l'intégration sur des animations collectives pourront donc éventuellement s'envisager en fonction des besoins.

Article 3- Organisation et fonctionnement

Le projet d'accueil des élèves exclus ou en alternative à l'exclusion fait intervenir le Collège, la Maison pour tous et les responsables légaux du jeune concerné.

§1- La mise en œuvre du projet nécessite un temps d'échange et de collaboration entre partenaires. La sollicitation des Maisons pour tous se fera par le principal du collège ou l'un de ses représentants. Le projet d'accueil sera défini une fois l'aval de principe recueilli.

§2- La proposition d'accueil sera formulée au jeune et à sa famille dans le cadre d'un entretien où le référent de la Maison pour tous retenue sera présent. La rencontre aura également pour but de recueillir l'adhésion de l'élève et de ses responsables légaux. Aucun accueil ne pourra, en effet, se mettre en place sans cet accord préalable.

§3- L'adhésion du jeune et de ses responsables sera recueilli *via* la signature d'une convention d'engagement signée avec la Ville. Elle autorisera la prise en

charge le temps de l'exclusion ou de la mise en œuvre de la mesure de responsabilisation. Les élèves seront, le temps de leur accueil au sein de la Maison pour tous, sous la responsabilité civile de leurs responsables légaux. La Ville s'engage néanmoins à prendre toutes les dispositions utiles en matière de sécurité et de responsabilité de façon à garantir ces accueils.

§4- La Ville de Montpellier se réserve le droit de cesser toute collaboration avec un élève si celui-ci ne respecte pas les conditions d'accueil et les consignes exprimées par les responsables de la Maison pour tous.

§5- Une vigilance sera mise en place sur les conditions de retour au collège et sur la réintégration de l'élève au sein de l'établissement. La Maison pour tous confirmera au collège la venue effective de l'élève sur la structure et le degré de réalisation des objectifs posés. Les acteurs partageront entre eux toutes les informations utiles et strictement nécessaires à la mise en œuvre du partenariat dans le strict respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD).

Article 5 - Durée et dénonciation

§1- La présente convention est conclue à titre expérimentale pour une durée de trois ans. Elle prend effet à compter de la date de signature par les deux parties. Elle fera l'objet, dans sa mise en œuvre, d'une évaluation annuelle par la Ville et le Collège Port-Marianne.

§2- Son contenu peut être dénoncé à tout moment par chacune des parties par recommandé avec accusé de réception.

Montpellier, le

**Le Maire de la Ville de
Montpellier**

**Le Principal du
Collège Port-
Marianne**

Michaël DELAFOSSE

Olivier BEDU



CONVENTION DE PARTENARIAT

La présente convention est conclue entre :

- **le Collège Marcel Pagnol**, sis 95 rue Topaze à Montpellier (34 700), désigné ci-après sous les termes « le collège » et représenté par Sandra GERMANY-SELEUCUS (Principale),

d'une part,

et

- **la Ville de Montpellier**, sise 1, Place Georges Frêche (34 267 Montpellier Cedex 2), désignée ci-après sous les termes de « la Ville » et représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE (Maire), en vertu de la délibération n°...... du Conseil municipal du 26 mars 2024

d'autre part,

Les parties s'accordent sur les éléments qui suivent

PRÉAMBULE

§1- Le Collège Marcel Pagnol et la Ville de Montpellier partagent un ensemble d'ambitions communes en matière de réussite scolaire, d'insertion des jeunes et de prévention de la délinquance. Ils participent ensemble à l'animation du réseau « Paul Valéry » où différentes actions concertées sont mises en œuvre.

§2- L'établissement est parfois amené à exclure, de façon temporaire, des élèves pour les agissements qui sont les leurs. Il est, également, parfois tenté de proposer une mesure de responsabilisation en guise d'alternative. Les Maisons pour tous Michel Colucci et Marcel Pagnol situées, toutes deux, à proximité de l'établissement sont, de leur côté, disposées à accueillir les élèves concernés sur un laps de temps défini.

§3- La présente convention fixe les conditions de ce partenariat qui s'inscrit dans le cadre des travaux du Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) et de la conduite des politiques éducatives et de solidarité de la Ville de Montpellier. Il vient également répondre aux ambitions de réussite scolaire et de lutte contre le décrochage portées par l'Éducation nationale.

Article 1 - Objet

§1- La Ville, par l'intermédiaire des Maisons pour tous Michel Colucci et Marcel Pagnol peut, sur le principe, accueillir les élèves du Collège Marcel Pagnol exclus de façon temporaire ou dans le cadre d'une alternative à l'exclusion (mesure de responsabilisation). La durée de cet accueil ne pourra, toutefois, pas dépasser (à *définir*) jours.

§2- Le choix et l'intégration de la structure se fera de façon concertée entre l'établissement et les Maisons pour tous concernées. Le Collège prendra, au préalable, l'attache du Responsable de la structure choisie afin de s'assurer des possibilités d'accueil et d'élaborer un projet individualisé.

Article 2- Objectifs et contenu

§1- Pour les mesures d'exclusion comme de responsabilisation, l'accueil au sein de la Maison pour tous aura pour objectif d'amener l'élève à comprendre les motifs de la décision prise à son encontre, à réfléchir aux agissements qui l'ont conduit à cette situation et à prendre conscience de ses devoirs en tant qu'élève. L'ambition est également de l'amener à préparer son retour au collège dans une autre posture que celle ayant conduit à la mise en œuvre de la mesure.

§2- Un référent sera désigné au sein de l'équipe de la Maison pour tous afin d'accompagner l'élève accueilli dans son cheminement. Les objectifs individualisés seront définis dans le cadre d'un entretien préalable mêlant la structure concernée, le Collège Marcel Pagnol, l'élève et ses responsables légaux de l'élève.

§3- Le contenu de l'accueil et les missions confiées dépendront des agissements ayant conduit à l'exclusion ou à la mesure de responsabilisation et des objectifs à poursuivre. En fonction des circonstances, il prendra toutefois la forme d'une participation au fonctionnement de la structure, d'un soutien sur les projets de la structure ou d'une observation. Une tâche spécifique (réalisation et mise en œuvre d'une action) pourra, au besoin, être confiée au jeune sous la responsabilité d'un encadrant de la Maison pour tous.

§4- L'accueil au sein de la Maison pour tous s'inscrit également dans une logique de prévention. Une rencontre avec les partenaires présents sur la structure, l'orientation vers l'un d'entre eux pour une sensibilisation ou l'intégration sur des animations collectives pourront donc éventuellement s'envisager en fonction des besoins.

Article 3- Organisation et fonctionnement

Le projet d'accueil des élèves exclus ou en alternative à l'exclusion fait intervenir le Collège, la Maison pour tous identifiée et les responsables légaux du jeune concerné.

§1- La mise en œuvre du projet nécessite un temps d'échange et de collaboration entre partenaires. La sollicitation des Maisons pour tous se fera par le ou la Principale du collège ou l'un de ses représentants. Le projet d'accueil sera défini une fois l'aval de principe recueilli.

§2- La proposition d'accueil sera formulée au jeune et à sa famille dans le

cadre d'un entretien où le référent de la Maison pour tous retenue sera présent. La rencontre aura également pour but de recueillir l'adhésion de l'élève et de ses responsables légaux. Aucun accueil ne pourra, en effet, se mettre en place sans cet accord préalable.

§3- L'adhésion du jeune et de ses responsables sera recueilli *via* la signature d'une convention d'engagement signée avec la Ville. Elle autorisera la prise en charge le temps de l'exclusion ou de la mise en œuvre de la mesure de responsabilisation. Les élèves seront, le temps de leur accueil au sein de la Maison pour tous, sous la responsabilité civile de leurs responsables légaux. La Ville s'engage néanmoins à prendre toutes les dispositions utiles en matière de sécurité et de responsabilité de façon à garantir ces accueils.

§4- La Ville de Montpellier se réserve le droit de cesser toute collaboration avec un élève si celui-ci ne respecte pas les conditions d'accueil et les consignes exprimées par les responsables de la Maison pour tous.

§5- Une vigilance sera mise en place sur les conditions de retour au collège et sur la réintégration de l'élève au sein de l'établissement. La Maison pour tous confirmera au collège la venue effective de l'élève sur la structure et le degré de réalisation des objectifs posés. Les acteurs partageront entre eux toutes les informations utiles et strictement nécessaires à la mise en œuvre du partenariat dans le strict respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD).

Article 5 - Durée et dénonciation

§1- La présente convention est conclue à titre expérimentale pour une durée de trois ans. Elle prend effet à compter de la date de signature par les deux parties. Elle fera l'objet, dans sa mise en œuvre, d'une évaluation annuelle par la Ville et le Collège Marcel Pagnol.

§2- Son contenu peut être dénoncé à tout moment par chacune des parties par recommandé avec accusé de réception.

Montpellier, le

**Le Maire de la Ville de
Montpellier**

**La Principale du
Collège Marcel
Pagnol**

Michaël DELAFOSSE

**Sandra GERMANY-
SELEUCUS**